

Laurent OBERTONE, La France interdite, Edition Ring, 2018

EXTRAITS

Près d'un habitant de l'hexagone sur cinq est visiblement descendant de la diversité (...) De 1995 à 2015, voici d'après l'Ined et l'Insee, comment les choses ont évolué : -la population française de souche a augmenté de 4,9% ; -la population d'origine turque a augmenté de 40% ; -la population d'origine maghrébine a augmenté de 46% ; -la population d'origine subsaharienne a augmenté de 138% (...). A ce rythme-là, les Européens natifs seront minoritaires sur le sol français en 2060. Sans doute, avant cela, en réalité. Ce n'est pas un fantasme (...) c'est exactement le scénario prévu par l'ONU, pour l'Europe et la France. Voilà pourquoi il ne faut pas sous-estimer l'immigration. « Le déclin de la population est inévitable, en l'absence de migration de remplacement (...). Tous les pays et régions étudiés dans ce rapport [Nouveau Rapport sur les migrations de remplacement, publié le 17 mars 2000] auront besoin d'immigration pour éviter que leur population diminue » (...) « En 2016, médias et responsables européens se réjouissaient du fait que les Allemands n'avaient jamais eu autant de bébés depuis 1982 » . Ces bébés sont bien entendus issus de l'immigration (Destatis, 2018). « Une bonne nouvelle pour l'économie du pays », s'enthousiasmaient « Les Echos » (le 18/10/2016). De l'autre côté de la Manche, on parle de « baby boom » des migrants, qui propulse la natalité du Royaume-Uni parmi les plus hautes d'Europe (Express, le 18/10/2014) (...) Toujours grâce à la fécondité des « migrants », la Suisse se trouve quant à elle à un niveau de natalité jamais atteint depuis 45 ans (RTS, le 29/06/2017).

La fécondité issues de l'immigration compense et même inverse la chute démographique. En 2016, d'après Eurostat, le nombre d'individus « nés dans l'UE 28 » était déjà en récession (-0,3%) ; quand celui des individus « nés hors UE » augmentait (+4,8%), ce qui se traduit par un solde global légèrement positif. Et nous ne parlons pas des descendants d'immigrés...Ca s'appelle un remplacement, c'est exactement ce pourquoi s'enthousiasment nos élites, et c'est exactement le nom que l'ONU lui donne, et ce que l'ONU souhaite. « Une Europe fermée serait une Europe encore plus mesquine, plus pauvre, plus faible. Une Europe ouverte serait une Europe plus juste, plus riche, plus forte. » Ces propos (...) sont ceux de Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU, tenus en janvier 2004. En 2015, son successeur Ban Ki-moon souhaitait « encourager l'immigration légale comme solution légale » à la crise migratoire (AFP, le 26/04/2015). Et l'ONU n'est pas seule. « Les migrants sont là pour rester », a prévenu Dimitris Avramopoulos, commissaire européen à l'immigration. « La migration est notre nouvelle réalité (...) Il est naïf de penser que nos sociétés vont demeurer homogènes » (...) « Il faut ouvrir des voies légales pour permettre aux réfugiés de venir dans l'UE, sinon ils se tournent vers les filières d'immigration clandestines, a averti Cecilia Malmström, le commissaire aux Affaires intérieures de l'UE (L'Express, le 8/07/2014).

(...) Il semble que nous avons affaire à un phénomène naturel, parfaitement immuable. La migration « doit être comprise pour elle-même comme un fait social total et ordinaire »,

avertissait en 2009 le rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) que l'univers tout entier nous envie. (...) Les Européens autochtones disparaissent, un peu comme ont disparu les dinosaures (...).

(...).la population autochtone, Russie comprise, constituera en 2100 moins d'un tiers des habitants du vieux continent -170 millions d'individus- contre une majorité écrasante d'immigrés et de personnes d'origine immigrée. [World Population Prospects, 2017, ONU, le Conseil de l'Europe, Population Council, 2003]. Parallèlement, l'Afrique abritera 4,4 milliards d'individus du 4 milliards de subsahariens. C'est une hypothèse basse. Le réservoir migratoire, légal comme illégal, est inépuisable (...). Le « développement » ? Ce mythe prétend à la foi « sauver l'Afrique » et nous sauver de sa démographie. Une fable qui tombe à point pour nous persuader qu'il ne sera pas utile de faire preuve de courage en matière de politique migratoire. Ils ne viendront pas, puisqu'on va les développer ! (...) « Le développement permet à davantage de personnes de disposer de moyens pour migrer », affirme au contraire Rohen d'Aiglepierre, de l'Agence française de développement (La Croix, le 5/11/2015). A titre d'exemple, la Côte d'Ivoire est un des pays africains à la croissance la plus forte, et aussi un de ceux dont l'émigration est la plus importante. (...) « Sauver l'Afrique » ? Démographiquement, elle se porte mieux que jamais. Face à une telle pression migratoire, notre capacité d'absorption est ridicule. L'Europe peut bien chaque année naturaliser 1 million de pauvres, même 2, même 10, même 50 : il en restera 3000 millions. Et chaque année, selon la Banque mondiale, ce nombre de pauvres dans le monde augmentera de 80 millions d'individus. Notre « accueil » si massif soit-il, ne changera absolument rien à la démographie africaine, ni aux problèmes de l'Afrique (...) En revanche, la pression sur les Etats européens sera vite insoutenable, et l'Europe n'aura bientôt plus rien d'européen. Si notre continent « absorbait » 20 millions d'Africains par an, ce qui est totalement impossible, il lui faudrait cent ans pour en absorber 2 milliards. Or, d'ici quatre-vingts à peine, les Africains seront *deux fois* 2 milliards. On mesure mal ce que représentent de tels chiffres. Un milliard, un seul, c'est deux fois l'Europe, cinq cents fois Paris. A votre avis, qui va absorber qui ?

(...) Par le seul jeu des mouvements démographiques et migratoires, sans même imaginer le moindre scénario catastrophe, les Européens natifs, qui comptent parmi les populations les plus riches du globe, qu'ils se trouvent en Europe, en Amérique, en Australie, ou en Afrique du Sud, sont en voie de disparition.

(...) Pour qu'ils acceptent enfin de s'abandonner à l'immigration, les peuples d'Europe font l'objet d'un matraquage médiatique permanent, orwellien. Il faut « lutter contre les idées reçues », mener « des campagnes positives en vue d'aider les citoyens à voir l'intégration d'une meilleure manière », recommandait le Parlement européen le 13 décembre 2016 (...) L'UE a d'ailleurs lancé un prix pour récompenser le « rôle positif » des médias « quand il s'agit d'influencer le récit actuel des migrations (Cjim le 15/07/2017).

(...) Il y a plusieurs immigrations, qui comportent de grandes différences moyennes en matière de productivité, de recours aux aides sociales ou même de criminalité, selon le groupe d'immigrants étudié. Certains chercheurs l'ont compris, et s'efforcent de distinguer immigration de quantité, et immigration de qualité. Celle de la Silicon Valley n'est pas forcément celle de Barbès (...) Le niveau de compétences des immigrés, en particulier des immigrés extra-européens, est souvent inadapté au marché de l'emploi européen (Niet, Matano & Ramos, 2013) (...) Les Etats-Unis et le Royaume-Uni attirent à la fois une immigration de qualité, indéniablement utile aux secteurs hautement qualifiés, et une immigration de quantité qui, elle, représente un coût très lourd, et une baisse réelle du niveau de vie des travailleurs natifs moins qualifiés. Ce qui explique qu'une étude (Dustmann & Frattini, 2014) puisse à la fois souligner le fait que l'immigration européenne a rapporté 4 milliards de livres au Royaume-Uni de 1995 à 2011 quand, sur la même période, l'immigration extra-européenne lui avait coûté 118 milliards.

L'immigration en elle-même n'est pas « mauvaise ». Elle peut même être objectivement bénéfique, quand elle cible le mérite et la qualité, plutôt que l'indigence et la quantité. La quantité, qui est le choix de la France, présente, à court terme, et pour certains, de sérieux avantages. Si l'on augmente la quantité de main d'œuvre, son prix baisse, et ses bénéfices augmentent. Il est facile d'en déduire que les gagnants sont à la fois les immigrés et les employeurs. On comprend que les patrons se montrent souvent favorables à l'immigration. Mais les autres travailleurs ? Si vous ajoutez à la France 10 millions d'individus, quels qu'ils soient, le PNB de la France augmentera. Ce qui fait de l'Inde la cinquième puissance économique mondiale, devant la France, malgré un PIB par habitant près de trente fois inférieur au nôtre. Certes, le nombre d'individus accroît la taille du gâteau économique. Mais les parts sont-elles plus grosses pour tout le monde ? En aucun cas. Les travailleurs moyens n'y gagnent rien, et y perdent même en matière de fiscalité. Quant aux travailleurs faiblement qualifiés, exposés à la concurrence directe de l'immigration, ils y perdent en matière de salaire, et d'emploi (Chiswick, 2016). On a montré aux Etats-Unis cet impact négatif de l'immigration sur les salaires des natifs, en particulier les moins qualifiés (Jaeger, 1998 ; Borjas, 2004). En Angleterre, même constat : l'immigration affecte assez peu les salaires moyens, mais tire significativement vers le haut les salaires élevés, et vers le bas les salaires faibles (Dustmann *et al.*, 2013 ; Nickell & Salaheen, 2008). Ce sont les pauvres qui payent les premiers. (...) L'immigration peu qualifiée pèse donc sur les finances publiques, contribue à l'accroissement des inégalités de revenus, et augmente le recours aux aides sociales des natifs peu qualifiés. Elle accroît le fossé entre les gagnants et les perdants de la mondialisation. (...)

Putman, sociologue, professeur à Harvard et par conséquent de gauche, est favorable à l'immigration et à la diversité. Il a cherché à comprendre pourquoi le capital social déclinait, d'abord au sein de la société américaine, puis en Europe (Putman, 1995 ; 2000 ; 2007). Il a longuement hésité à publier les résultats de sa désormais célèbre étude, menée sur un

échantillon d'environ 30.000 individus... Et pour cause : ses constats allaient à l'encontre de ses convictions. Voici ses principales observations :

1. Plus la diversité ethnique grandit, plus la confiance entre les individus s'affaiblit.
2. Dans les sociétés les plus diversifiées, les individus ont moins confiance en leurs voisins.
3. Non seulement la confiance interethnique (entre différentes ethnies) est plus faible qu'ailleurs, mais la confiance intra ethnique (entre les membres d'une même ethnie) l'est aussi.
4. La diversité ethnique conduit à l'anomie et à l'isolement social.

Conclusion de Putman : « Il serait dommage qu'un progressisme politiquement correct nie la réalité du déni que constitue la diversité pour la solidarité sociale. » mais, en bon progressiste, Putman pense que relever ce défi est néanmoins « souhaitable et possible ». Il ne précise pas pourquoi...

(...) L'altruisme réciproque est le fondement de tout groupe humain. Chacun se montre en quelque sorte redevable de chacun. Or, l'immigration de quantité crée au sein d'une société plusieurs groupes, ou sous-sociétés, dont l'altruisme réciproque tend à fonctionner en circuit fermé. Par réaction, la société restreint alors prudemment son niveau d'altruisme. La confiance généralisée s'effondre, et chacun se referme sur lui-même. (...)

(...) ...proclamer tout le bien que l'on pense du vivre ensemble est une manière d'afficher son identité, son appartenance, donc d'exclure tous ceux qui pensent différemment. Le seul intérêt des « valeurs universelles » est leur *exclusivité*. L'universalisme n'existe pas. Tout le monde est xénophobe de quelqu'un. Et si de tels « tolérants » hypocrites n'étaient pas eux-mêmes farouchement « xénophobes » en rejetant, méprisant et réduisant leurs adversaires à d'épouvantables sous-hommes, ils auraient depuis longtemps disparu du paysage. C'est une part fondamentale de ce que nous sommes, et dont nous ferions mieux de tenir compte, pour nous épargner de cruelles désillusions. (...)

Prôner le multiculturalisme, uniquement pour rentabiliser le parc humain, construire ou renforcer sa propre identité, est un crime contre l'humanité, et contre les identités nationales. Celles-ci s'effondrent avec l'effondrement du capital social, qui tue cette possibilité, ce besoin humain *absolument fondamental*, d'exister par la confirmation de soi dans l'échange social. « Le multiculturalisme est un leurre. On ne bâtit pas une société digne de ce nom, ce qui implique une langue dans laquelle on puisse se comprendre, un minimum de culture commune, une mesure de mémoire partagée, en enfermant les gens dans leur propre langue, leur propre culture et leur propre mémoire. » (Barnavi, 2006) Et quand des idéologues pétris de bons sentiments forcent des groupes à cohabiter, cela se traduit inévitablement par des tensions, des violences, et parfois des massacres. Il ne suffit pas de lois et de bonne volonté pour faire une nation. Prôner le multiculturalisme revient, en

plus de tout ignorer de la nature humaine, à commettre un véritable attentat sociétal, grenade d'un communautarisme aux mille fragmentations.

La domestication des Européens autochtones étant très forte, il ne manque pas de se produire un certain décalage entre le groupe majoritaire et les mœurs des bandes ultraviolentes, mues par cette logique de clan. La mise en sourdine de sa xénophobie a été si bien apprise par le Français que son système immunitaire semble parfaitement hors d'usage. Il paraît s'excuser chaque jour d'exister, et en vient à fournir toutes les excuses du monde à ceux qui s'en prennent à lui, en répétant incessamment les slogans fournis par Big Brother. « Pas d'amalgame », « faut pas généraliser », « la diversité est une richesse », « ils sont victimes de la société », etc. Ce sont là de bons stéréotypes. (...)

Dans ce climat d'autocensure, chacun affiche sa bienveillance de façade, mais pratique en réalité *l'évitement*, persiste dans sa différenciation, et s'efforce de minimiser ses interactions (Ndobu & Gardair, 2006). C'est le fait de forcer des individus à cohabiter, qui crée une xénophobie pathologique, de type racisme violent (...), plus l'hétérogénéité augmente, plus les communautés se replient, plus la perte de confiance est forte, moins la « société » est palpable. On en arrive à une sorte de multi-société où de parfaits étrangers coexistent, au mieux en s'évitant, au pire en s'affrontant. Prétendre que les gens rejettent l'hétérogénéité « parce qu'ils ont peur de ceux qu'ils ne connaissent pas » est une assertion sans fondement. De nombreuses études ont montré que plus les gens vivaient à proximité d'autres minorités, plus ils développaient de l'hostilité. (...)

Comparativement à d'autres nations, la France a un indice d'hétérogénéité encore faible... On y observe cependant déjà une communautarisation ethnoculturelle importante, des revendications communautaires croissantes, des affrontements graves entre bandes ethniques et forces de l'ordre, ainsi que des actes terroristes de grande ampleur. Le facteur ethnique occupe l'espace médiatique, et prend de plus en plus d'importance dans la vie sociale des Français. (...) ..la France va évoluer en une vingtaine d'années vers une situation comparable à celle du Brésil, dans une quarantaine d'années vers une situation comparable à celle de Bosnie ou du Soudan. La société française va achever sa balkanisation, le facteur ethnique sera au cœur de tous les quotidiens, de tous les événements et de toutes les politiques, la civilisation ne sera plus qu'un souvenir, et il faudra se résoudre à vivre dans la peur, la misère et la corruption, à assister à des conflits, des déplacements, et des « purifications » de grande ampleur.

(...) Aux Etats-Unis, tous les programmes d'aide, censés « corriger les inégalités » et réduire le communautarisme, ont non seulement échoué mais ont même aggravé ces phénomènes. Or la « politique de la ville » française s'inspire précisément de ces mesures sociales initiées dans les années 1960, par les administrations Kennedy et Johnson. Celles-ci visaient, par plus d'argent et d'Etat, à améliorer les conditions de vie, à « revitaliser » l'urbain, à développer l'emploi, les loisirs et la culture, tout en faisant diminuer la criminalité et la ghettoïsation. Mêmes croyances, mêmes méthodes, mêmes sanctions : de telles mesures n'ont jamais fait

que développer communautarisme, assistanat et insécurité. Plus assistés et ghettoïsés que jamais, nos quartiers assurent eux-mêmes leur contrôle social, notamment par les caïds, les « grands frères, les médiateurs, éventuellement, les autorités religieuses. Ils ont leurs règles, leurs codes, leurs associations et commerces communautaires. La police y est une « force d'occupation » (Libération, le 21/06/2010). Leur sensibilité, entendez leur tendance à l'embrassement, se traduit par un chantage permanent : l'argent public ou le chaos.

(...) Pour résumer, on peut distribuer les titres et les aides et les bonnes places autant que l'on veut : la mixité de masse ne fera que souligner les différences, accroître les tensions, tirer le niveau vers le bas, et l'on n'en fera jamais que du socialisme, du communautarisme, et les conditions d'un conflit civil. La mixité pour tous devient un désastre pour tous. (...)

Aux Etats-Unis, où les politiciens ont l'étonnante propriété d'agir en plus de parler, une politique de fermeté a largement été appliquée depuis les années 1980-1990, pour répondre à l'explosion de la criminalité des années 1960-1970. Inutile de s'étendre sur la sévérité judiciaire américaine : notons simplement que le taux de criminalité a été divisé par deux lors des deux décennies suivantes (FBI Uniform Crime Reports, 2010). En France, il suffirait d'appliquer la loi pour en faire autant. (...) Le progressisme (...) préfère se montrer impitoyable avec les honnêtes gens, en renforçant le contrôle et la surveillance de *tout le monde*. Au cas où... (...) A New York, le « vivre ensemble » se traduit par 10.000 véhicules de police et 36.000 agents. Selon le chef de la police, une personne peut y être filmée 1600 fois par jour (...). En 2017, la ville n'a déploré « que » 290 homicides (...) C'est huit fois moins qu'en 1990, et c'est un record depuis les années 1940.

La France, comme d'habitude avec quelques décennies de retard, semble devoir suivre le même chemin. Fin 2017, il a fallu près de 140.000 policiers et gendarmes pour « sécuriser » le réveillon. Ils étaient plus de 100.000 en 2016, 55.000 en 2014, 35.000 en 2009 et 28.000 en 2007. Aucun doute, nous allons vers l'apaisement... Ces dernières années, le nombre de caméras de vidéosurveillance installées dans l'espace public a littéralement explosé (...) On préfère détruire nos propres libertés que l'utopie du mélange. Avoir besoin de dizaines de milliers de fonctionnaires et de centaines de campagnes publicitaires pour faire respecter les règles élémentaires de vie en société ressemble à un terrible constat d'échec. (...) Quand seule la coercition fait le civisme, c'est la notion même de société qui est remise en cause. (...) Quelle que soit la politique suivie, sécuritaire ou angélique, la troisième étape du vivre ensemble est la même : pragmatisme, évitement, résignation, et ségrégation consentie. (...)

Pour résumer, il y a les gagnants de la mondialisation et les perdants. Les premiers sont les progressistes aisés, mobiles, travailleurs protégés, sans attache autre que leur communauté morale. Les seconds sont les classes populaires, moins diplômées, plus pauvres et sédentaires, socialement vulnérables, sans attache autre que leur identité traditionnelle. « La frontière qui traverse l'Europe aujourd'hui est celle qui sépare les progressistes des nationalistes ». Le président Macron (le 9/07/2018) a fort bien résumé la partition. Ceux qui sont pour, et ceux qui sont contre. Le vivre ensemble, et la lèpre. Les décideurs, et le

nombre. Jacques Attali, et 75% des Français. Entre les deux camps, la rupture est totale. Les électeurs sédentaires, sous-diplômés, plus ruraux, votent massivement Front national, tout au contraire des individus aisés, souvent citadins et mobiles (...). Le pouvoir est totalement accaparé par ces derniers, qui contrôlent l'essentiel des moyens d'expression, des universités, et des institutions qui comptent. Ils bénéficient assez largement de l'appui électoral des immigrés. Le calcul de la gauche n'est pas absurde : la classe populaire étant en voie de disparition, les « minorités » sont en train de faire partout la pluie et le beau temps. (...) 90% des médias américaines se sont prononcées contre Donald Trump, sans parler du nombre d'universitaires, d'experts, de leaders d'opinion, d'entrepreneurs, de responsables politiques étrangers, universitaires, associatifs, de célébrités ou d'artistes qui en avaient fait autant. Résultat : 67% des Blancs pas ou peu diplômés ont voté Trump, contre 28% pour Clinton. Donné perdant par tous les sondages, Trump a été élu. Les progressistes reproduisent incessamment les mêmes erreurs. Mais ils savent aussi que le temps joue pour eux, que les « mauvais » électeurs sont de moins en moins nombreux, et qu'ils ne seront bientôt plus, mathématiquement, en position de réaliser de tels coups d'éclat. Le petit Blanc le sent bien, lui qui n'est plus audible nulle part, lui dont le monde se dérobe ; lui dont le monde se détourne. Il n'a plus aucun levier de pouvoir. Il sent les choses lui échapper. Son besoin d'Etat fort traduit son sentiment d'impuissance (...). Enfermé dans sa tour d'ivoire, le progressiste ne l'entend pas. Il estime que cette détresse est tout à fait imbécile, due à un flagrant manque d'éducation, de culture et d'ouverture d'esprit. En attendant, cette diversité, chacun la fuit, selon ses moyens. Les riches dans les beaux quartiers, les pauvres en périphérie. Un quartier respectable ? Ca coûte cher. Une maison sûre ? Ca coûte cher. Un voisinage de bon niveau ? Ca coûte cher. Des commerces et lieux de vie bien fréquentés ? Ca coûte cher. Une bonne école privée ? Ca coûte cher. Un trajet plus long ? Ca coûte cher. Les classes se forment et apprennent à partager les mêmes références. Si vous voulez être au sommet de cette société, avoir vos entrées sur les plateaux, dans les soirées, là où il faut être, vous *devez* être progressiste. La ségrégation sociale se complique donc d'une ségrégation morale. Un pauvre doué peut bien sûr intégrer la société des gagnants. Mais il faudra pour ce faire qu'il s'y conforme, dans ses universités, ses lieux de vie, ses réseaux, ses épiceries fines, ses petits primeurs, ses bars lounge, ses hobbies, ses engagements, sa bonne pensée, ses médias, ses restaurants, ses pétitions, son humour Canal+, son snobisme France Inter, jusqu'à ses mœurs, jusqu'à la dernière tendance en matière de méthode d'éducation, de décoration d'intérieur, de cinéma d'auteur, de série Netflix, ou de produit bio-équitable. L'aspirant progressiste va, à son tour, se couper de la grosse moitié du pays et vivre dans un micro-climat moral, qui est aussi le macro-climat économique du pays. Cette petite classe fait en effet l'information que la France périphérique regarde, la culture qu'elle consomme, la politique qu'elle digère, la morale qui la conditionne, les grands groupes dont elle est cliente, les marchés financiers et les lois qui décident de son quotidien et de son avenir, etc.

(...) Bien entendu, chaque France refait le monde à l'aune de ce qu'elle a sous les yeux. Le périphérique voit les voitures brûler et le vit comme un signe de fin des temps, et la journaliste de Rue 89, qui a une excellente amie noire qui n'a jamais posé le moindre

problème à la société puisqu'elle est du même monde qu'elle, en conclura qu'elle est parfaitement représentative de la communauté noire mondiale, celle qui fera la richesse du village globale de demain, auquel elle croit de toutes ses forces. (...) Peu importe les faits, le progressiste conserve son monde, ses amis et ses certitudes : il est le Bien. Il est, lui, diplômé, éduqué, intelligent, il a les meilleurs amis, son monde est si cool, branché, tendance, bien informé, décalé, trop délire. La réussite sociale et morale est en lui. Donc il est le Vrai. Il lui faut mettre au pas la lèpre périphérique, et c'est pour son bien. Par le passage en force, si besoin. Puisque la cause est bonne, les moyens sont bons. Le mensonge et la menace compris. La fracture morale est ainsi consommée ; la lèpre ne cherche plus à discuter. Elle votera.

« Inattendu », « unimaginable », « surprise », « séisme » étaient pour les progressistes l'élection de Trump, ou le Brexit, ou la qualification au second tour de Jean Marie Le Pen en 2002. Il ne conçoit pas qu'on puisse à ce point *mal voter*, c'est-à-dire pas pour lui (...)

Ceux qui continuent à douter du bien-fondé de l'immigration sont forcément des imbéciles ou des *méchants* et à ce titre sont sans distinction renvoyés du côté du Mal, des années 1930 et des Heures les plus sombres (...)

L'effondrement du capital social. Le mythe de la discrimination

Si l'on étudie les statistiques de la criminalité, ou du chômage, ou de la réussite sociale, on mesure aussitôt un différentiel entre les immigrés extra-européens, leurs descendants, et les natifs. (...)

L'immigration, qui est une chance pour la France, fait donc tout de même tomber notre pays de la 14^{ème} à la 27^{ème} place du classement PISA. Si la différence moyenne entre immigrés et autochtones est plus forte en France que dans l'OCDE, c'est peut-être parce que l'OCDE ne compte pas autant d'immigrés extra-européens que la France... La proportion d'élèves dont les résultats PISA sont en moyenne les plus faibles, c'est-à-dire originaires d'Afrique subsaharienne, du Maghreb et de Turquie, est en effet plus forte en France que dans tout autre pays de l'UE. Et l'écart moyen entre ces immigrés et les autochtones est minimisé par le classement PISA, qui se contente de publier la *moyenne* des performances de *tous* les immigrés réunis, quelles que soient leurs origines. Or, les immigrés proviennent de pays très différents et obtiennent des résultats très contrastés. Par exemple, à partir de l'étude PISA 2009, on constate qu'en Autriche les immigrés allemands ont 50 points de plus que les immigrés ex-yougoslaves, et 100 point de plus que les immigrés turcs (OCDE, 2013).

(...) Les élèves issus de l'immigration asiatique, tout comme leurs camarades originaires de l'UE, sont, à niveau social comparable, voire inférieur, souvent meilleurs que les élèves autochtones. (...) Il serait donc stupide de crier trop vite à la discrimination, ou de mettre toutes les immigrations dans le même sac. (...) Si ces différences moyennes de niveau étaient dues à la *discrimination*, comme on le prétend toujours, pourquoi certains élèves issus de la diversité visible y échapperaient, et pas d'autres ? L'impressionnante réussite moyenne des

individus originaires d'Asie de l'Est (Corée, Chine, Japon, Taiwan, Hong Kong, Shanghai, Macao, Singapour) est observée non seulement dans leurs propres pays, qui dominent chaque classement PISA, mais aussi dans *tous* leurs *pays d'accueil*, sans exception. Selon les données de l'OCDE, niveau compétences, les Asiatiques de l'Est sans diplôme valent en moyenne les immigrés niveau master. Les Asiatiques de l'Est seraient discriminés *positivement* ? C'est précisément le contraire. Récemment, les Français ont découvert (JT de France 2 le 4/07/2018), avec satisfaction, que la prestigieuse université d'Harvard, fleuron académique des Etats-Unis, saquait les candidats asiatiques au faciès. Et pas qu'un peu. Le recrutement se base sur les résultats SAT (un test d'aptitudes standardisé, incontournable pour entrer dans les universités américaines). Le seuil d'admission d'Harvard est fixé à 1600 points. C'est donc le score que doivent obtenir les candidats blancs. Les Hispaniques sont cependant admis à partir de 1470 points. Les Afro-américains à partir de 1280 points. Quant aux Asiatiques, ils ne sont admis qu'à partir de 1740 points (The Economist, le 21/06/2018)/

(...) Comment le pays « du mérite » a-t-il pu soutenir un tel dispositif ? Comment est-il possible que les Asiatiques réussissent aussi bien, malgré la discrimination ? Il est intéressant de constater que *partout* où les minorités chinoises/japonaises ou coréennes se sont installées, elles ont connu la même réussite moyenne, et se sont rendues économiquement indispensables, en faisant *toujours mieux que les populations autochtones*, quelles qu'elles soient, souvent en dépit des pires discriminations. (...)

« Il y a, en France, sur-discrimination des populations immigrées, d'Afrique du Nord et subsaharienne en particulier » (...). Voilà le seul discours *convenable* qu'un universitaire français peut prononcer. (...)

« L'excuse des patrons, c'est de dire "on n'a pas de gens compétents, on cherche mais on n'en trouve pas" -ça fait beaucoup de mal, car l'excuse sur la compétence et le niveau n'est pas acceptable », explique Amirouche Laïdi, président du Club Averroes (Libération, le 25/10/2015). Et pourquoi pas ? Pourquoi ne retenir que la possibilité de discrimination ? Pourquoi le fameux « plafond de verre » ne serait-il pas un plafond de *compétences* ?

J'ai déjà évoqué les études de l'OCDE (le programme PIAAC) soulignant les larges différences de compétences entre immigrés et natifs d'un même niveau de diplôme, qui se vérifient dans la plupart des pays testés, notamment la France, l'Italie, l'Allemagne et les Pays-Bas. Si l'on agrège les données de tous les évaluateurs de compétences reconnus (PISA, PIAAC, TIMSS, PIRLS), on constate que les immigrés et descendants d'immigrés font passer la France de la 20^{ème} à la 30^{ème} place d'un classement mondial (Ridemann & Thomson, 2014). D'autres chercheurs, en Suisse, aux Pays-Bas, au Canada, ont constaté des différences de productivité et d'efficacité au travail entre natifs et immigrés, à métier ou niveau « égal » (OCDE, 2007). (...) En Angleterre et aux Etats-Unis, d'abondantes études montrent des différences moyennes nettes entre les populations, en matière de résultats académiques, d'efficacité au travail et d'absentéisme (...). Comment ne pourraient-elles pas impliquer des différences moyennes d'embauche, de postes et de salaires ? (...)

(...) J'ai rencontré des examinateurs, des recruteurs, des DRH, de l'armée, du supérieur, du public, du privé, qui ont unanimement reconnu qu'ils favorisaient tacitement les femmes et les minorités visibles dans l'accès aux diplômes et aux postes d'encadrement. C'est le cas dans toutes les grandes entreprises, soucieuses de donner d'elles-mêmes une image « diverse », fortement valorisée par la morale dominante. Pourquoi ? Parce que, inconsciemment, à force de sentir planer sur nous la menace de l'accusation la plus infamante qui soit (« raciste ! »), à force de nous entendre louer les mérites de la bonté, de l'ouverture d'esprit, de la différence enrichissante, nous nous mettons à agir de manière « positivement » raciste, en privilégiant ostensiblement les individus issus de la diversité. (...)

« Pour la bonne cause » on va donc sur-employer, sur-noter et surpayer en moyenne les immigrés, eu égard à leurs compétences réelles. Cette attitude automatisée, mélange de pression sociale et de zèle individuel, est le fruit d'un patient conditionnement. Une morale bien intégrée, intériorisée, devenue réflexe (...) cela explique que le niveau socio-économique des descendants d'immigrés -leurs statuts et leurs revenus- soit en moyenne supérieur à celui qui est prédit par leurs compétences. (...) Ainsi est la France. Les compétences n'existent pas. La discrimination explique tout. Tout le monde est égal. Les individus sont tout à fait identiques en aptitude, en volonté, en ambitions, en compétences et en aspirations. (...) Ce déni des êtres et des compétences, (...) ce mépris total des individus, de leurs aspirations, de leurs spécificités, se traduit par des situations on ne peut plus grotesques. A Alès, « de peur qu'elle ne porte plainte pour discrimination », une prof non-voyante a surveillé les épreuves du brevet des collèges. (...)

(...) La France a tellement peur d'être accusée de discrimination...Elle préfère s'abîmer dans la démagogie du culte des différences (...) Au nom de la lutte contre les discriminations, nous aurons des aveugles pilotes de lignes, ce n'est qu'une question de temps. En attendant, l'urgence est de corriger « les inégalités », « l'injustice sociale », c'est-à-dire ce que l'on croit être de la « discrimination » raciale. Comment ? En discriminant dans l'autre sens (...). En faisant de la race, au nom de « l'antiracisme », le principal critère de quotas. En instituant, au nom de la discrimination « positive », le racisme anti-blanc. (...) En fait, peu importe leur niveau réel, les candidats sont avant tout destinés à remplir les quotas des grandes entreprises, de la fonction publique, des partis politiques. (...) « Vous vous mettez en chasse. Il me faut un Noir, ou mieux, une Noire ! » Ainsi Nicolas Sarkozy intimait à ses collaborateurs d'embellir son équipe de campagne (Le Huffington Post, le 29/04/2014).(...) En Angleterre, les minorités payent moins cher que les Blancs les tickets d'entrée aux meetings de Jeremy Corbyn, patron du parti travailliste (Daily Mail, le 20/01/2018). (...)

Un certain nombre d'études menées dans divers pays européens montrent (...) que le QI moyen des immigrés extra-européens est en général plus bas que celui des natifs. Sur la seule année 2015, et du seul fait de l'immigration massive, l'Allemagne aurait perdu 0,31 point de QI (Rindermann, 2018). On parle là d'un peu plus d'1 million d'immigrés. Selon une étude (Rindermann &Thompson, 2014) menée sur les programmes d'évaluation des

compétences (PISA, TIMSS, PIRLS, PIAAC), *l'ensemble des immigrés* et de leurs descendants directs coûterait à la France -1,2 point de QI. Ces données datent de 2000. Ce « coût » est général en Europe. Il est même encore plus élevé au Luxembourg (-3,37), en Suisse (-2,19), en Allemagne (-1,59), en Belgique (1-54) et en Autriche (-1,41). La Suède perd également plus d'1 point. Les chercheurs précisent que cela représente, pour la France, une perte de 777 euros par an et par habitant. Soit 52 milliards annuels.

Les conséquences d'une baisse nationale de QI

Le QI est un indicateur extrêmement valide, capable de prédire la réussite d'un individu mieux que n'importe quel autre évaluateur de compétences. Bien plus que le niveau social ou l'origine, un haut QI est fortement lié à la réussite scolaire, académique, socio-professionnelle, à la productivité, aux aptitudes générales et à l'efficacité au travail. (...)

Revers de la médaille, si le haut QI est lié au succès, le bas QI est tout aussi fortement lié à l'échec, en représentant un risque élevé de délinquance, de crime, d'absentéisme, d'improductivité, de comportements à risque, de crédulité, d'échec scolaire et professionnel, d'arrêt de travail, d'obésité, de chômage, de recours chronique aux aides sociales, d'impulsivité, de manque d'hygiène, d'accidents et de maladies, d'instabilité, de schizophrénie, de mortalité précoce, de divorce, d'unions illégitimes, d'insolvabilité, d'abus et de négligences, d'incivisme, de malhonnêteté, etc. [*études citées*].

(...) Il semble bien, comme l'a dit Charles Murray, qu'aucun phénomène social ne puisse être compris sans prendre en compte le QI. Seulement voilà, la sociologie, science des phénomènes sociaux, ne reconnaît pas son existence. La sociologie veut-elle vraiment *comprendre* ? « C'est social », et voilà tout. Les progressistes s'accrochent à cette idée, comme à une bouée de sauvetage. « Appeler sociaux les problèmes qui dépendent de la nature même de l'homme n'a qu'une utilité », écrivait Nicolas Gomez Davila : faire croire que nous pouvons les résoudre ». (...) « C'est social » veut presque toujours dire « c'est intellectuel ». (...) On a longtemps cru (...) qu'il suffisait d'une bonne méthode d'éducation, de « bonnes conditions », de moult professeurs -et de beaucoup d'argent- pour « stimuler » et « améliorer » l'intelligence. Cette vieille idée n'a jamais résisté aux faits. « L'intelligence peut être aidée ou exercée, écrivait le grand spécialiste Karl Pearson. Mais aucun apprentissage, aucun enseignement ne peut la créer. Elle doit être transmise héréditairement. »

J'ai tendance à être de l'avis de Francis Galton, à savoir que l'éducation et le milieu n'ont qu'un faible effet sur l'esprit et que nos qualités sont innées pour la plupart. Le temps a donné raison à Darwin et tort à Watson. Tout a été essayé, des centaines de fois, dans des dizaines de pays, pour élever ou égaliser les intelligences, souvent avec une débauche de moyens faramineux. On n'y est jamais parvenu [*études citées*].

Il est facile de déduire de tous ces constats que le QI a des conséquences majeures à l'échelle nationale. Notamment sur la vitesse d'industrialisation d'un pays, le niveau et

l'exportation de ses technologies, son nombre de scientifiques et d'ingénieurs, la qualité de ses institutions, sa croissance, son indice de développement humain, et bien évidemment son PIB par habitant [*études citées*].

(...) Selon le spécialiste Leonardo Trasande, la perte d'un seul point de QI se traduit pour un individu par une perte de productivité de 20.000 dollars à l'échelle de sa vie. A l'échelle d'un continent comme l'Europe, une perte moyenne d'un point de QI coûterait donc à court terme des centaines de milliards de dollars.

Sans son moteur intellectuel, un pays n'est rien. Une étude a montré que l'individu contribuait à la hauteur de son QI à l'essor économique, et que les très hauts QI contribuaient plus au progrès technologique que quiconque (Burhan *et al.*, 2014). Or, puisque les individus doués ne se reproduisent plus, leur nombre s'effondre, génération après génération. James Flynn, l'éminent psychologue, qui a longtemps fait office « d'optimiste » en matière d'intelligence et d'avenir, a récemment reconnu un tassement général de l'intelligence, et en particulier une « décimation » des individus les plus doués (Flynn & Shaya, 2018). (...) Une baisse, même minime, du QI moyen national signifie une baisse radicale de (...) l'émergence des surdoués [*études citées*].

Or, si le QI moyen d'un pays baisse de 4 points, le nombre d'individus au QI supérieur à 115 diminuera de 35%, et le nombre d'individus au QI supérieur à 130 diminuera de 48%. Imagine-t-on la perte d'inventeurs, d'ingénieurs, de scientifiques et de talents que cela représente ?

Précisément, la France a vu son QI baisser de 101,1 à 97,3. Soit une chute sévère du nombre d'individus doués (-34%). Ce qui se traduira, si l'on en croit les travaux de Volkmar Weiss, par une baisse du PNB par habitant d'au moins cinq milliers d'euros par an. Et ce sans présumer l'avenir...

Bien sûr, on peut toujours chercher à se rassurer en ignorant le thermomètre, en regardant ailleurs, en prétendant que le QI n'est qu'une invention satanique inopérante, en continuant d'imaginer que faire venir des immigrés de pays au PIB par habitant dix à cinquante fois inférieur au nôtre améliorera la situation, en continuant à tout miser sur des « réformes » sociales et éducatives, à croire que l'argent public finira par réussir partout là où il a toujours échoué... On peut se persuader, comme L'Express, qu'une baisse de QI n'est pas « si grave ». On peut aussi regarder les choses en face. Une baisse du QI national se traduit par une baisse des niveaux des filières d'excellence, des concours, des diplômes, de la productivité. Toute entreprise, tout le fonctionariat, tout le système universitaire et scolaire vont devoir s'y adapter. L'immigration aussi s'y adapte : le pays n'attire plus les hautes intelligences. Le nombre de producteurs de richesses diminue. Baisse de l'innovation, des compétences, de la compétitivité. Chute inéluctable de la créativité, de l'attractivité, de l'influence mondiale. Quelle que soient les causes de la baisse de notre QI, qu'il s'agisse de pollution chimique ou d'un effet dysgénique, que l'immigration y soit ou non pour quelque chose, il semble urgent

de s'en préoccuper. Ce n'est pas qu'une question d'économie. Comment faire une démocratie avec des citoyens qui ne savent pas ce que le mot citoyen veut dire ? Plus le niveau intellectuel d'un pays baissera, plus son niveau de vie et de démocratie faibliront (Lynn & Vanhanen, 2016 ; Vanhanen, 2009). Un peuple au QI de 100 s'illustrera par des accomplissements culturels et un degré d'organisation sociale que n'atteindra jamais un peuple au QI de 90, ni même de 95. C'est un fait. L'indice de développement d'un pays, sa prospérité, sa culture, etc. ne sont que le reflet des aptitudes de sa population. (...)

S'il n'y a plus d'intelligence commune, il n'y a plus de génies communs. Il n'y a plus de spécificité culturelle, il n'y a plus rien de commun. Sans une intelligence suffisante, on ne peut pas non plus comprendre les lois de l'univers, de la mécanique, de la physique, des fluides et des êtres, on ne peut comprendre le vivant et ses écosystèmes, on ne peut comprendre les conséquences sociales et écologiques de nos actes. (...)

L'effondrement du capital moral

Aux Etats-Unis, comme au Brésil, comme en Europe, comme en Afrique du Sud, les Blancs sont de moins en moins nombreux, et représentent une proportion de plus en plus faible. Aux Etats-Unis, selon les données les plus récentes, les Blancs représentent la seule population qui régresse numériquement et durablement. (...) De 85% de la population en 1960 à 67% en 2005, ils ne seront que 47% en 2050, et 43% en 2060 (US Census Bureau, National Projections). C'est déjà le cas pour les classes d'âge les plus jeunes. Les enfants Blancs sont minoritaires depuis 2012, les élèves Blancs depuis 2014. (...)

« Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine, et de religion chrétienne. Essayez d'intégrer de l'huile et du vinaigre. Agitez la bouteille. Au bout d'un moment, ils se sépareront de nouveau. Les Arabes sont les Arabes, les Français sont les Français. Vous croyez que le corps français peut absorber dix millions de musulmans, qui demain seront peut-être vingt millions et après-demain quarante ? » (Charles de Gaulle, mars 1959, cité par Alain Peyrefitte. (...)) « Nous ne serons jamais 100% Français, je peux vous l'assurer. (...) Les Marocains ne seront jamais intégrés. (...) L'intégration est possible entre Européens. La trame est la même (...)» (Hassan II, roi du Maroc, le 16 mai 1966, lors de l'émission Sept sur Sept, TF1)

(...) notre plus grande terreur est d'être désigné, exclu, ostracisé. Nous sommes des animaux sociaux, ça veut dire que toute notre vie dépend largement de notre place au sein de notre groupe. (...) Le groupe est notre maître. Il n'est pas de plus grande terreur que celle d'en être exclu.

L'ostracisme, véritable état de mort psychologique, se traduit par une douleur psychique (Eisenberger, Lieberman et Williams, 2003). Sa présomption pousse au suicide, et les êtres humains, de manière innée, sont programmés pour l'éviter [études citées]. (...) C'est à cette terreur viscérale d'un abandon synonyme de mort que nous devons la plupart de nos comportements sociaux. Quantité de nos semblables se conforment à la pensée dominante,

sans réfléchir, sans jamais la mettre en question. Ils travaillent, « pensent », et agissent uniquement en fonction de l'air du temps. La simple ambition d'être laissé en paix, pas remarqué, pas désigné, pas rejeté, fait aller la plupart des hommes. De tels mécanismes sont puissants. Et on a compris qu'il était possible, par le conditionnement, de les *détourner*. Un être humain peut devenir la chose de n'importe quel manipulateur. (...) Un zeste de mémoire, une pincée de récompense. Et si le manipulateur vient à disposer de toute la puissance de feu des moyens audiovisuels modernes, le nombre de manipulés risque d'être plutôt élevé. J'ai largement développé cette thèse dans « La France Big Brother », auquel je dois vous envoyer.

(...) Il va de soi que dans les milieux qui comptent, on ne peut que s'afficher progressiste. (...) Le progressisme n'est qu'une vaste comédie, à laquelle tout ambitieux apprend à s'adapter pour réussir. La morale est devenue une compétition. (...) L'antiracisme s'est peu à peu imposé à toute la classe dominante, et à tous ses bourgeois-bohèmes gentilshommes. On est antiraciste comme on va à un vernissage. Ca fait partie de la panoplie. (...)

Le progressiste prétend s'émouvoir de toutes les « injustices » et de tous les « malheurs dans le monde ». Il n'en prospère pas moins sur leur dos comme des asticots sur un cadavre. Son but n'est certainement pas le « bonheur » de l'autre. Le but de la bonne conscience n'est pas la vérité. C'est de jouir de soi. Du pouvoir que cette morale supérieure procure. C'est de mettre bien en règle les papiers vis-à-vis de sa classe sociale. La bonne conscience ne s'interroge pas. Sinon elle détecterait son hypocrisie, et s'autodétruirait instantanément. (...) Pour résumer, le culte de l'Autre, tout comme le reniement de soi, est une attitude bénéfique à certains occidentaux, en ce qu'elle leur rapporte un certain pouvoir, donne un certain sens à leur existence.

(...) Les Blancs coupables, voilà un délire permis et encouragé. Voilà un racisme institutionnel, alimenté quotidiennement par les artistes, les sociologues, les enseignants, les universitaires, les publicitaires, les politiciens. Les Blancs spolient les Noirs, partout dans le monde, sont surreprésentés dans les médias, dans les postes clés, dans les fonctions en vue, dans l'art, « bafouent » les cultures, « assignent » les identités, « confisquent » l'histoire, le pouvoir et les richesses, et empêchent les Noirs de réussir. Ce sont des privilégiés, oppresseurs nés, colons, racistes, exploiters, ils excluent méthodiquement ceux qui ne sont pas comme eux. La police blanche est violente, la justice blanche injuste. Le Blanc, cible de tous les préjugés, généralisations et amalgames, est désigné comme le bouc émissaire de toutes les frustrations. (...) Il faut le répéter : l'antiracisme a fait, fait et fera des victimes, d'abord par stigmatisation des autochtones, ensuite en niant le racisme à leur encontre, enfin en influençant le comportement des policiers, des magistrats, des médias. Et même des victimes. (..)

Le mythe de la démocratie

Loi d'Obertone : plus un individu est haut placé dans cette société, plus il en est récompensé, plus il est loué et respecté par ses pairs, plus il a accès aux grands médias, plus il a à perdre, plus grande est la probabilité qu'il soit inféodé à la morale dominante. Plus il devra donc s'y conformer, taire ses opinions réfractaires, réduire son autonomie, donner des gages de bonne moralité. Et plus infime sera sa probabilité d'esprit critique.

Réussir, décrocher un diplôme, se faire bien voir, est toujours synonyme de *sacrifice intellectuel*. On commence par quelques concessions, puis on finit par s'abandonner totalement, à consentir en permanence au mensonge et à la bêtise. La plupart de nos universitaires et journalistes se comportent comme ces éponges de mer qui, une fois fixées à leur rocher, mangent leur propre cerveau devenu inutile.

Ce n'est pas l'intelligence qui rend de gauche : c'est la conformation des intelligences à la morale dominante. « Les universitaires ne sont pas de gauche, ils le deviennent, explique le professeur Raul Magni-Berton. Les disciplines intellectuelles, et particulièrement les sciences sociales, ont massivement été investies par la gauche » (Atlantico, le 19/09/2016).

(...) Les médias sont les principaux vecteurs du mythe de la discrimination. Ce sont les principaux relais de racisme anti-blanc, et metteurs en scène du complot anti-blanc. (...) Big Brother a tout intérêt à ce que nous demeurions impuissants, persuadés de voir en lui notre seul recours. C'est contre nous qu'il défendra ses privilèges, ses « convictions », les fameux mythes de l'éducation, du social, de la discrimination, etc. (...) Et c'est contre nous que ce gigantesque parasite va accroître indéfiniment ses promesses, son administration, ses « compétences », ses lois et son empire. Et son vivre ensemble, et sa tyrannie, et notre soumission. Bien sûr, Big Brother, alors qu'il représente le bloc progressiste mondial, ne nous apparaît pas comme tel. Du fait de la puissance de cette mise en scène, nul ne semble distinguer le piège « démocratique » dans lequel nous nous trouvons. (...)

Du côté de chez Monsieur Moyen

Parlons-en, de ce grand impuissant, de ce grand dépossédé, sans qui rien de tout cela n'aurait été possible. On ne va pas se raconter des histoires. Nous n'avons que deux questions à nous poser. La première : si les immigrés et leurs descendants étaient remplacés par les natifs, la France serait-elle plus prospère, plus compétente, plus civique et plus sûre, La réponse est claire : oui. La seconde : les natifs agissent-ils concrètement et suffisamment pour inverser leur dénatalité et faire respecter leur volonté en matière de politique sociale et d'immigration ? La réponse est claire : non. Voilà tout le problème. C'est NOTRE problème. Nous avons peurs des écrans, et des clones. Le Français n'est pas soumis à l'islam, il est soumis à Big Brother. C'est de Big Brother dont il a peur. C'est lui qui l'empêche de se révolter. C'est lui qui l'empêche de voir et de penser, tous les jours, qui s'est insinué dans être et dans son âme...C'est lui qui le dépossède pu à peu de tout ce qu'il a été.

Je ne fais que constater : notre capital moral est sévèrement entamé. Pas de cohésion, pas de réaction, si peu d'existence. (...)

Quel est le but ? Isoler. Réduire. Détruire ? Il devient, comme l'écrivait Thilo Sarrazin, « impossible de trouver confirmation de soi dans l'échange social ». Chaque concitoyen est suspect, comme nous le sommes à ses yeux. Quelle est son identité de substitution ? Est-il un agent de Big Brother ? Puis-je lui faire confiance, me retrouver en lui ? Rien n'est moins sûr. Il n'y a plus de peuple qui se ressent comme tel. (...) Guerre psychologique classique : la première mission d'une propagande efficace est de briser le moral de l'ennemi. De le renforcer dans son état de renoncement. Et il y a le chantage au racisme... Si j'affiche mes opinions, est-ce que je ne risque pas de fâcher les miens, de perdre mes amis, mon boulot, mon statut ? (...)

« A sa conduite, l'homme donne toutes les raisons, sauf une, écrivait George Bernard Shaw. C'est la lâcheté. Toute sa civilisation est fondée sur sa lâcheté, sur sa servilité abjecte, qu'il appelle respectabilité. »

Conclusion

Aucun rêve ne peut abolir le réel. Le pire ennemi de la vérité n'est pas le mensonge, disait Nietzsche. *C'est la conviction.*

(...) J'écris depuis longtemps que le « vivre ensemble » aura la peau de toutes nos libertés, à commencer par celle de critiquer. L'interdit, fondamental, n'a que la force que l'on veut bien lui céder. Nous ne pensons qu'à le contourner, à nous justifier, à nous défendre, à nous excuser, donc à le respecter, donc à le renforcer. Il n'importe que de le briser. Il faut rompre les règles par lui imposées. Ouvrir la *possibilité* d'opinions et d'options réellement alternatives. Ouvrir en grand la fenêtre d'Obertone, si vous me permettez l'expression.

(...) Ce que ce livre peut révéler d'*extrême*, à mon sens, c'est bien ce *totalitarisme* qui nous accable, et qui cherche, par tous les moyens, à nous interdire de penser, d'écrire, de débattre, et pourquoi pas d'exister. Notre inquiétude est une « lèpre ». La seule description de la situation est un scandale. Le réel est une abomination. On appelle « diable » celui qui décrit l'enfer. Ce livre ne pratique pourtant nulle généralisation abusive, n'incite nullement à la haine, à l'injustice ou à la vexation, contre qui que ce soit. S'il est compris autrement, alors il n'est pas compris. (...) Ce livre n'est qu'une agrégation de données publiques, de faits révélés que chacun peut vérifier, de milliers d'études publiées dans des revues scientifiques de premier plan. Si ce livre est condamnable, c'est *moralement*, puisqu'il brise le plus grand des consensus, celui du vivre ensemble. (...)

J'ai voulu aller au bout de ce sujet de la manière la plus documentée, la plus honnête et la plus complète possible. (...) L'objectif de ce livre est de décrire le présent, et d'aviser le lecteur de ce qui nous attend. Quelle que soit la direction que nous prendrons, nous devons en premier lieu être suffisamment informés sur notre situation. Il n'est pas certain que le service public et le paysage médiatique soient à même de le faire. Si nos concitoyens reprennent contact avec les faits et renouent avec la pleine mesure du réel ; ils prendront sans doute les bonnes décisions. (...)

Tous les problèmes décrits dans ce livre sont d'abord nos problèmes. C'est *notre* socialisme. C'est *notre* moral. C'est *notre* morale. C'est *notre* intelligence qui baisse. C'est *notre* dénatalité qui nous tue. Ce qui se passe, c'est d'abord *notre* incapacité à nous faire entendre. (...)

Il importe de ne pas nous tromper de cible. L'immigration n'est qu'une conséquence de notre démission. Le problème n'est pas l'étranger. Le problème n'est pas tel ou tels individu (s). Le problème n'est pas que « l'immigration ». Le problème n'est pas que « l'islam ». Le problème n'est certainement pas la diversité, la profusion de ce monde, que nous aimons réellement. Nous aimons les autres, dans leur altérité. C'est aussi ce que nous voulons sauver. Le problème est l'*idée* que l'on peut et que l'on doit vivre ensemble, et tout y sacrifier, et tous y disparaître. Cette utopie ne peut qu'avoir la peau de notre société. (...)